

Berne, 25 février 2003

35'000 signataires appellent le Conseil fédéral à

une opposition beaucoup plus ferme à toute guerre contre l'Irak

Lancé comme instrument de sensibilisation et de mobilisation en vue de la manifestation contre la guerre du 15 février, l'appel "pas en notre nom" a récolté en très peu de temps un nombre d'adhésions qui nous a très surpris: près de 35'000 signatures en moins de quatre semaines. Quelques jours après la diffusion sur quelques mailinglists, des dizaines puis des centaines de formulaires remplis de signatures sont rentrés depuis toute la Suisse grâce à l'engagement spontané de centaines de personnes qui ont contribué à faire circuler l'appel dans leur entourage immédiat: écoles, paroisses, lieux de travail, etc.

De même que l'énorme succès de la manifestation du 15 février, la réponse massive à cet appel traduit un sentiment réel de grande inquiétude dans la population pour l'escalade guerrière à la quelle nous assistons depuis plusieurs mois. La guerre permanente et globale, le "choc des civilisations" pour vaincre le terrorisme, garder "notre" mode de vie ou même "nos valeurs occidentales", cette perspective fait beaucoup plus peur qu'elle ne rassure.

Les autorités politiques suisses, à qui cet appel est adressé, commettraient une grave erreur si elles refusaient de prendre réellement en compte les demandes exprimées par les signataires. Le Conseil fédéral ne peut pas se limiter à rappeler la neutralité ou à proposer la continuation du "courant normal". Les signataires demandent de "*condamner sans ambiguïté une guerre contre l'Irak, sans attendre qu'elle soit officiellement déclarée, (...), et sous quelque couverture 'juridique' que ce soit (y compris par le Conseil de sécurité de l'ONU).*"

Si une deuxième résolution du Conseil de sécurité offrait une interprétation permettant de déclencher la guerre, le Conseil fédéral envisage de s'adapter au cas par cas. Cela ne contribuera qu'à la légitimation du droit du plus fort. Au contraire, les petits et les moins forts ont tout intérêt à renforcer le droit international. C'est pourquoi il faut souligner aussi la dernière demande formulée dans l'appel: qu'à l'ONU la Suisse fasse "*entendre sa voix en défense des principes de la Charte de l'ONU, contre les puissances qui les violent, fussent-elles membres permanents du Conseil de sécurité.*"

Il est grand temps de civiliser la politique intérieure mondiale; il est grand temps que le Conseil fédéral montre plus de courage civil pour répondre à cette attente très fortement ressentie dans la population suisse.

Tobias Schnebli, membre de la coalition contre la guerre et du GSsA, Genève.